

Tozé, le répulsif biologique qui protège vos cultures des ruminants

Face aux dégâts causés par les bœufs, moutons et chèvres dans les champs, le produit Tozé se positionne comme une solution efficace et écologique. Ce répulsif biologique, conçu à partir d'extraits d'animaux et de plantes, repousse les ruminants sans nuire à l'environnement, aux plantes ou aux humains.



Produit Tozé

Une solution naturelle contre les ravages des ruminants

Les agriculteurs béninois sont régulièrement confrontés aux destructions causées par les ruminants, surtout en saison sèche, lorsque les bœufs errants s'attaquent aux plantations.

Tozé agit comme une barrière naturelle, préservant les cultures annuelles, les plantations fruitières et les plantes de couverture. Contrairement aux produits chimiques, Tozé est non toxique, validé par le laboratoire pharmacologique de l'EPAC/UAC, garantissant la sécurité pour l'homme et l'environnement.

Le dosage de Tozé est simple : 1 litre du produit mélangé à 5 litres d'eau permet de traiter une bande de 2 mètres sur 400 mètres. Ainsi, un hectare de champ nécessite seulement un litre de Tozé. Le traitement reste efficace pendant deux mois, offrant une protection durable contre les ruminants. Un litre est vendu à 5000 FCFA, ce qui en fait une solution accessible pour les petits et grands agriculteurs.

Une alternative durable et non toxique

En plus de son efficacité, Tozé est respectueux de l'environnement. Les études toxicologiques et d'impact environnemental ont été validées par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), prouvant son innocuité pour les cultures, les animaux et les humains.

Tozé représente ainsi une avancée importante pour les agriculteurs soucieux de protéger leurs cultures tout en respectant la biodiversité.

Megan Valère SOSSOU

Agroécologie au Bénin : Les Jardins de l'Espoir promeut

L'assurance qualité et la maîtrise financière

[This article can be read in english on the Eco Voice Africa](#)

Pour rassurer de la qualité des produits agroécologiques, de la production à la consommation, Les Jardins de l'Espoir, avec le soutien financier de l'Agroecology Fund, a initié le projet « Assurance qualité et maîtrise financière des systèmes agroécologiques paysans » (AQSAEP). Ce projet a été présenté lors d'un atelier à Abomey-Calavi, en présence des principaux acteurs de l'agroécologie au Bénin.



Vue d'ensemble des participants

Raoudath Bouraima, Présidente de Les Jardins de l'Espoir, a expliqué que l'objectif du projet est de garantir aux consommateurs, ainsi qu'aux producteurs, une production et une

consommation saine et durable. « Il s'agit d'apporter plus de valeur aux produits agroécologiques sur le marché, en assurant leur qualité », a-t-elle précisé.

Au cours de cet atelier, les participants ont examiné la nécessité de réaliser une cartographie des bonnes pratiques et des acteurs clés de l'agroécologie au Bénin, réalisée à partir d'une étude diagnostique. Ils ont également travaillé à l'élaboration des éléments essentiels du cahier des charges pour la certification AQSAEP, et discuté des moyens de redynamiser les marchés fermiers paysans afin de faciliter l'accès à ces produits écologiques.

Le projet AQSAEP comprend plusieurs volets : l'aménagement d'infrastructures agroécologiques, la création d'une ferme témoin, la distribution d'intrants aux producteurs, la mise en place d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes agroécologiques, une étude de rentabilité économique de ces pratiques, et la création d'un marché modèle illustrant les principes de la nouvelle certification. L'initiative inclut également l'expérimentation de nouveaux systèmes de production, dont les résultats seront validés par les parties prenantes du secteur agroécologique.

Une certification AQSAEP pour renforcer la confiance des consommateurs

« Ce projet nous conduira à une certification des produits agroécologiques », a souligné la présidente de Les Jardins de l'Espoir. Il s'agit de garantir que les producteurs utilisent des outils et des pratiques transparentes, rassurant ainsi les consommateurs sur la qualité des produits agroécologiques disponibles sur le marché.

La certification AQSAEP, au cœur du projet, vise à offrir une garantie de qualité élevée des produits agroécologiques, un avis partagé par Noël Obognon, coordonnateur du projet. Monkoun Jaurès, directeur du CeVAD et membre de la FAEB, a

salué cette initiative qu'il qualifie de « très pertinente ». Cette certification ouvrira de nouvelles opportunités pour les producteurs agroécologiques en renforçant la confiance des consommateurs et en consolidant leur position sur le marché a-t-il laissé entendre.

Le projet AQSAEP porté par Les Jardins de l'Espoir avec le soutien de Agroecology Fund, promet ainsi de transformer durablement le secteur agroécologique béninois, en misant sur des pratiques agricoles responsables et une gestion financière rigoureuse, pour le bien-être des producteurs et des consommateurs.

Abalo Towanou

DGEFC : 44 sous-officiers obtiennent leurs Diplômes d'Aptitude Professionnelle

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC) a célébré, mardi 03 septembre 2024, la fin de formation et la remise de Diplôme d'Aptitude Professionnelle (DAP) à 44 sous-officiers, dont six femmes. Cette cérémonie s'est déroulée sous la présidence de Madame Jeanne ADANBIOKOU AKAKPO, Directrice de cabinet du Ministre du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT), représentant Monsieur José TONATO, le Ministre.



Organisée à Akpakpa, au siège de la DGEFC, cette formation de 90 jours a permis aux stagiaires de se perfectionner dans des domaines variés : Conservation de la Faune, Aménagement et Gestion des Aires Protégées, Foresterie Rurale, ainsi que des modules sur la législation et la pratique administrative. Ils ont également bénéficié d'un entraînement physique et militaire, afin de renforcer leur capacité à protéger efficacement les ressources naturelles du pays.

Dans son discours, la Directrice de cabinet a souligné l'engagement du gouvernement à améliorer les compétences du personnel forestier. Elle a encouragé les récipiendaires à poursuivre leurs efforts et à mettre à profit leurs nouvelles compétences pour protéger l'environnement et la biodiversité.

Monsieur Rémi HEFOUME, Directeur Général des Eaux, Forêts et Chasse, a exprimé sa reconnaissance au Président de la République et au Ministre pour leur soutien indéfectible. Il a exhorté les sous-officiers à faire preuve de professionnalisme et de probité dans leurs fonctions futures.

De son côté, Madame Charlotte OKUNDE, Directrice de l'École Nationale des Eaux, Forêts et Chasse, a salué les réformes en

cours, notamment la loi 2020-18 du 03 juillet 2020, qui renforce le statut des fonctionnaires forestiers. Elle a insisté sur l'importance de ces mesures pour préparer le personnel aux défis liés aux changements climatiques.

Les diplômés, représentés par leur porte-parole Innocent GAMMENON, ont exprimé leur gratitude pour cette formation et se sont engagés à contribuer pleinement à la gestion durable des ressources naturelles. Ils ont tous obtenu des moyennes supérieures à 12/20, avec 07 mentions très bien, 34 mentions bien, et 03 mentions assez bien.

Megan Valère SOSSOU

Revue du premier semestre 2024 : Progrès et défis du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays Bénin-PNUD

Le jeudi 22 août 2024, la salle de conférence du Ministère du Cadre de Vie et des Transports a accueilli la revue du premier semestre 2024 du pilier 1 « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays 2024-2026, entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette rencontre, sous le leadership du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, visait à analyser les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du cadre de coopération et

à proposer des mesures pour résoudre les problèmes éventuels.



Revue semestrielle / Projets PNUD Benin

À l'ouverture de cette revue, M. Elhadj Oumar Diallo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin, a souligné le caractère obligatoire de cette rencontre, essentielle pour la reddition des comptes auprès des partenaires. Il a indiqué que le niveau d'exécution financière des projets de ce pilier était de 41% au 30 juin et de 53% au 19 août 2024, avec un objectif de 75% d'ici fin septembre 2024. Ces chiffres mettent en lumière les défis rencontrés dans l'utilisation des crédits par les projets.

Pour M. Urbain TCHIAKPE, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, cette revue constitue un moment crucial pour évaluer les progrès réalisés et formuler les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes identifiés. Il a exprimé sa gratitude envers les agences du Système des Nations Unies (SNU) qui soutiennent activement le Gouvernement dans la réalisation des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026.

Au total, cinq projets ont été passés en revue, présentant leurs performances, les difficultés rencontrées, les risques, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que les mesures mises en œuvre suite aux recommandations antérieures. Les projets examinés étaient :

- **Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières Exposées aux Effets Néfastes des Changements Climatiques (PRRéCAZ)**
- **Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts des Changements Climatiques au Bénin (PANA-ENERGIE)**
- **Projet de Promotion de la Production Durable de Biomasse Électricité au Bénin (BIOMASSE-ELECTRICITE)**
- **Projet de Restauration et de Valorisation des Terres et des Écosystèmes Forestiers Dégradés pour une Meilleure Résilience Climatique au Bénin (PIRVaTEFoD-Bénin)**
- **Projet de Promotion du Sel Local Iodé Xwlajê dans la Zone Côtière au Bénin (PROSEL)**

Les échanges ont révélé plusieurs résultats intéressants pour le premier semestre 2024, tout en soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour atteindre la cible de 100% d'exécution financière du Programme d'ici la fin de l'année. Des recommandations ont été formulées pour surmonter les défis liés aux délais de passation des marchés selon la procédure nationale et pour assurer la durabilité des acquis de certains projets.

Cette revue a donc été un moment clé pour renforcer la coopération et ajuster les stratégies afin d'optimiser les résultats des projets du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi ».

Megan Valère SOSSOU

Gestion intégrée du parc W: Le Bénin met en place sa plateforme nationale

Le Bénin accueille depuis ce lundi 26 août 2024 à Cotonou, l'atelier national dédié à la mise en place de la plateforme de l'écosystème transfrontalier du complexe naturel W au Bénin. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de la gestion et de la gouvernance fondée sur la connaissance du bassin du Niger et du système aquifère d'Ilullemeden – Taoudéni/Tanezrouft (NB-ITTAS), piloté par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).



Vue d'ensemble des participants

Tchokponhoue Allomasso, Coordonnateur régional du projet NB-ITTAS, a rappelé que cet atelier marque la dernière phase d'un processus entamé depuis 2020. Il vise à mettre en place une gestion rationnelle de cet écosystème de grande importance

pour l'Afrique de l'Ouest, reconnu pour sa diversité floristique et faunique a-t-il souligné. Ce projet bénéficie d'un grand intérêt de la part des partenaires internationaux. Il a exhorté les participants à s'investir pleinement pour la réussite de cet atelier.



Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Représentant le Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger, Ibro Adamou, Directeur technique par intérim de l'ABN, a exprimé sa gratitude envers les autorités béninoises, notamment le ministère en charge de l'eau, qui assure la tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger au Bénin. Il a souligné l'importance capitale de cet atelier dans le contexte des efforts déployés depuis plusieurs années pour accompagner les pays membres de l'ABN dans la préservation des ressources naturelles du bassin du Niger.

Aurélien Tossa, Chef de service de la coopération internationale et d'appui aux structures et organes GIRE, représentant le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines, a insisté sur l'objectif principal de cette plateforme : améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans 11 pays, dont le Bénin et le Burkina Faso. Il a rappelé que les écosystèmes, véritables interfaces entre nature et société, doivent être gérés de

manière intégrée et participative pour garantir leur préservation.



la plénière

La plateforme, un outil pour une gestion efficace des écosystèmes

L'atelier permettra de dresser un état des lieux des écosystèmes d'importance mondiale, dont fait partie le parc W. Des plateformes nationales et régionales sont prévues autour de ces écosystèmes pour créer un environnement favorable à une meilleure gestion de la biodiversité. Après le Burkina Faso, c'est maintenant au tour du Bénin de mettre en place sa propre plateforme. Ibro Adamou s'est réjoui de la diversité des acteurs présents à cet atelier, signe du succès de l'initiative.

Cette nouvelle plateforme permettra de regrouper, analyser et produire des informations de qualité pour une gestion plus efficace des écosystèmes. Elle constitue un outil essentiel dans la lutte contre les défis sécuritaires et climatiques qui menacent ces ressources d'importance mondiale.

À l'issue des trois jours de travaux, une plateforme intégrée sera mise en place, offrant une opportunité unique aux différents acteurs d'apporter leurs contributions à la préservation de cet écosystème vital.

Abaïo Towanou

Des équipements agricoles pour renforcer la résilience climatique des communautés rurales au Bénin

D'importants matériels et équipements agricoles ont été remis le mardi 20 août 2024, à quatorze (14) clusters agricoles fonctionnels dans les filières riz, soja, anacarde, karité et cultures maraîchères de la commune de Djougou. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières exposées aux effets néfastes des changements climatiques (PRRéCAZ), soutenu par le Gouvernement du Bénin, le Royaume de Belgique, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Remise de matériels et équipements agricoles

La cérémonie de remise, qui s'est déroulée à la Cellule Communale de Djougou, a été co-présidée par M. Dossa AGUEMON, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), représentant le Ministre, et M. Titus OSUNDINA, Représentant Résident du PNUD au Bénin. Étaient également présents les autorités politico-administratives, les préfets des départements de la Donga et de l'Alibori, les maires des communes bénéficiaires du PRRÉCAZ, le Directeur national du projet, ainsi que des populations locales.

Des équipements pour améliorer la productivité et la résilience

Les équipements agricoles offerts aux clusters comprennent des tracteurs, des motoculteurs, des batteuses-vanneuses, des motopompes, des décortiqueuses, des semoirs, des kits d'étuvage, des tricycles, des moulins à grain de soja, et bien d'autres. La valeur totale de ces équipements s'élève à 278 millions de FCFA, financés par la Belgique. Ces matériels modernes visent à améliorer la productivité des agriculteurs, tout en les aidant à mieux s'adapter aux impacts du changement

climatique.

Promouvoir des pratiques agricoles durables

Lors de son allocution, M. Dossa AGUEMON a exhorté les producteurs récipiendaires à adopter et respecter les bonnes pratiques agricoles, tout en veillant à la préservation de l'environnement. Il a rappelé que la durabilité des écosystèmes est essentielle pour la réussite des activités agricoles à long terme, surtout dans un contexte de changements climatiques.

Le PRRéCAZ vise à renforcer la résilience des communautés agricoles des zones frontalières du Bénin, en particulier dans les communes de Copargo, Ouaké, Djougou et Malanville. Le projet s'attaque aux effets néfastes des changements climatiques en soutenant les moyens de subsistance des populations et en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Grâce à ce projet, les communautés rurales béninoises disposent désormais des moyens nécessaires pour améliorer leur productivité agricole et renforcer leur capacité d'adaptation aux défis climatiques.

Megan Valère SOSSOU

**Projet CASCADE: L'ASCINB
remobilise les médias à
plaider pour**

L'intensification de la nutrition au Bénin

L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet CASCADE initié par Care International Benin Togo et Gain, poursuit son engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition avec la deuxième édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) au Bénin. Un événement pour lequel les médias sont à nouveau mobilisés.



Vue d'ensemble des participants

Après le succès de la première édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) en 2023, l'ASCINB invite à participer à la 2e édition qui aura lieu du 3 septembre au 31 octobre 2024 dans vingt (20) communes du Bénin.

Pour y arriver et convaincue du rôle des médias, elle a lancé, ce lundi 19 août 2024 à Ouidah, un nouvel atelier visant à renforcer la mobilisation sociale, le plaidoyer et le lobbying pour une meilleure alimentation et nutrition au Bénin.

Cet atelier de formation qui se déroule sur trois jours, réunit près d'une cinquantaine de journalistes membres de la Fédération des Radios Communautaires et Assimilés du Bénin (FeRCAB), du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), ainsi que de l'Union des Professionnels des Médias au Bénin (UPMB).

L'initiative vise, selon Dr Aurélien ATIDEGLA, Président de l'ASCINB, à attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur les défis liés à la nutrition particulièrement dans les zones rurales du Bénin, au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Au cours de cette formation, les participants ont revisité les notions essentielles liées à la communication, au plaidoyer et au lobbying, en clarifiant les différences entre ces techniques. Ils ont également exploré diverses stratégies de mobilisation, telles que les campagnes de plaidoyer, les foires et les caravanes itinérants.

Cet atelier s'achèvera le mercredi avec l'engagement des acteurs des médias présents à intensifier leurs efforts pour promouvoir un plaidoyer actif contre la malnutrition au Bénin.

Il convient de rappeler que l'année dernière, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) a été lancée le 15 octobre 2023, au cours de la Journée internationale de la femme rurale, suivie d'une manifestation à Savalou, le lendemain en marge de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Cette campagne avait réussi à mobiliser d'importants acteurs pour le renforcement des actions en faveur de la nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Énergie propre pour tous : Le Projet Africa MiniGrid officiellement lancé au Bénin

Le Bénin se positionne résolument sur la voie de l'émancipation énergétique avec le lancement officiel du Projet-Bénin, dans le cadre du Programme Minigrad en Afrique. Ce lundi 12 août, les autorités béninoises, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont marqué le coup d'envoi de cette initiative ambitieuse lors d'une cérémonie à Niaouli, dans la commune d'Allada.



Le Programme de Mini Réseaux en Afrique, au cœur de ce projet, vise à transformer le paysage énergétique béninois en renforçant la viabilité des mini-réseaux alimentés par des

sources renouvelables. L'objectif : augmenter l'accès à une énergie propre et abordable pour les populations, tout en stimulant les investissements grâce à des modèles commerciaux novateurs et des coûts réduits.

Ce projet, qui promet un avenir meilleur, prévoit l'installation de 0,4 MW de capacité photovoltaïque et 0,9 MWh de stockage sur batterie. Un impact majeur est attendu sur le plan environnemental, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent directement, et à 180 000 tonnes métriques de CO₂ équivalent de manière indirecte.

L'impact social du projet est tout aussi prometteur. Près de 12 000 Béninois, dont la moitié de femmes, bénéficieront directement des 2 400 nouveaux raccordements de mini-réseaux. À travers ce déploiement, le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, entend faire de l'accès universel à l'énergie une réalité.

Lors de la cérémonie, Joseph Cakpo, maire d'Allada, a souligné l'importance de ce projet pour un développement harmonieux des régions du Bénin. Il a salué l'engagement des autorités locales et nationales ainsi que la détermination du ministre de l'Énergie, Samou Adambi, à faire de l'accès à l'énergie un droit pour tous.

Jean-Claude Codjia, préfet de l'Atlantique, a quant à lui exprimé sa profonde gratitude envers le Chef de l'État et le gouvernement pour leur engagement à fournir de l'énergie électrique aux localités les plus reculées. Il a exhorté les populations à s'impliquer activement dans toutes les étapes de ce projet transformateur.

Titus Osundina, représentant résident du PNUD au Bénin, a réitéré l'engagement de son organisation à soutenir le gouvernement béninois dans sa transition énergétique. Il a salué les efforts continus du Bénin pour atteindre les

Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7, qui vise l'accès universel à une énergie propre et abordable.

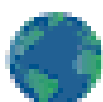
Pour sa part, le ministre de l'Énergie, Samou Adambi, a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires, particulièrement le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), pour leur soutien indéfectible. Il a assuré que le gouvernement reste fermement engagé à réaliser les ambitions portées par ce projet.

Le lancement du Projet-Bénin du Programme Minigrad en Afrique témoigne de l'engagement des autorités béninoises à faire de l'énergie un levier de développement et de bien-être pour toutes les couches sociales.

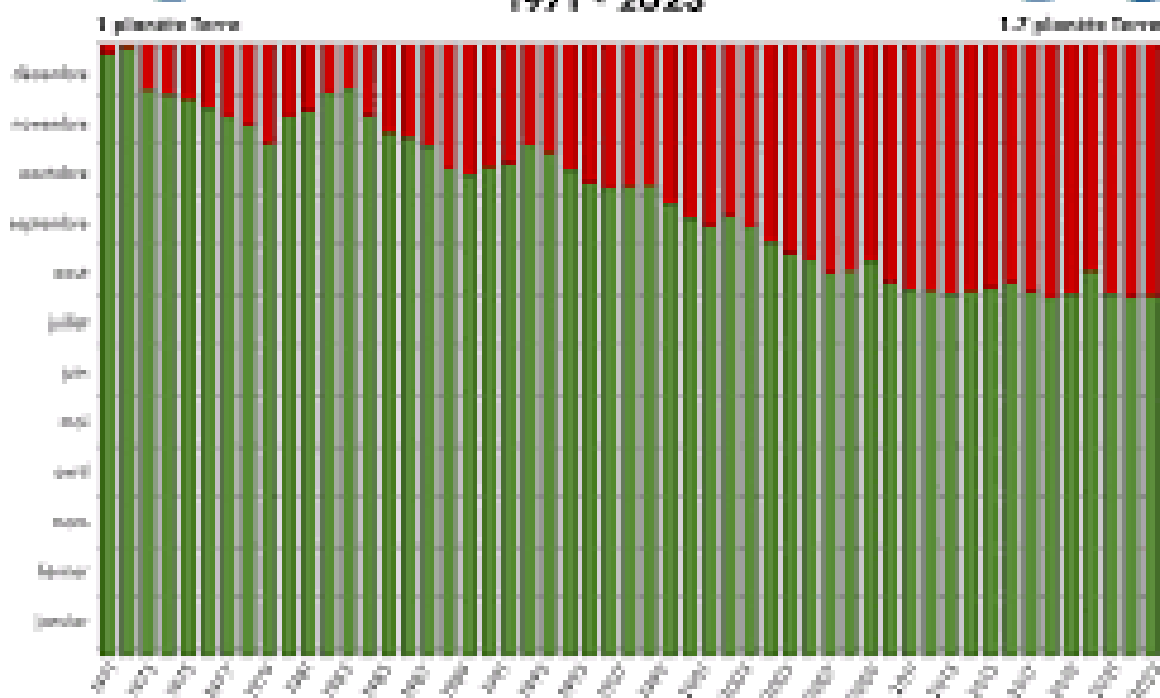
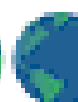
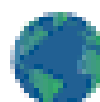
Megan Valère SOSSOU

Jour du dépassement : à compter de ce jeudi, la Terre vit à crédit

Ce jeudi 1er août 2024 marque un triste jalon pour notre planète : le Jour du dépassement. En seulement sept mois, l'humanité a épuisé toutes les ressources que la Terre est capable de régénérer en un an, [souligne le Global Footprint Network](#), qui calcule cet indice annuel. Ce jour arrive cette année 15 heures plus tôt que l'an passé, et est identique à celui de 2022.



Jour du Dépassement de la Terre 1971 - 2023



Source: Global Footprint and Ecological Footprint, Edition 2021
data.footprintnetwork.org

Depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 où les confinements dus à la pandémie de Covid-19 avaient repoussé cette date au 16 août, le Jour du dépassement est resté relativement stable. En 2020, les arrêts économiques mondiaux avaient permis de retarder cette date fatidique, illustrant l'impact de notre consommation excessive sur les ressources naturelles de la planète.

Pourtant, malgré ces fluctuations, le constat reste alarmant. En sept mois, l'humanité a consommé autant de ressources naturelles que les écosystèmes peuvent en renouveler en une année entière. Il nous faudrait 1,75 Terre pour satisfaire notre appétit insatiable, selon les calculs du Global Footprint Network.

« La persistance du dépassement, depuis un demi-siècle, a entraîné une diminution de la biodiversité, un excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une concurrence accrue pour la nourriture et l'énergie », explique David Lin,

directeur scientifique du Global Footprint Network, dans un communiqué. Les effets de cette surconsommation sont de plus en plus visibles : vagues de chaleur inhabituelles, [feux de forêt](#), sécheresses et inondations.

Depuis 2011, la date du Jour du dépassement oscille entre le 1er et le 6 août, reflétant une relative stabilité. Toutefois, le Global Footprint Network met en garde : l'humanité est en train de perdre la course pour atteindre les objectifs internationaux de protection de la planète, tels que la conservation de 30% de la biosphère mondiale d'ici 2030 et la réduction des émissions de carbone de 45% par rapport à 2010.

« La réduction des émissions de carbone nécessiterait à elle seule de déplacer le Jour du dépassement de 22 jours par an au cours des six prochaines années », précise l'ONG. Depuis 1970, cette date a avancé de cinq mois, soulignant l'urgence de prendre des mesures concrètes pour inverser cette tendance.

Le Jour du dépassement est un rappel brutal de notre impact sur la Terre. Chaque jour gagné dans cette course contre la montre est crucial pour assurer un avenir durable à notre planète et aux générations futures.

Megan Valère SOSSOU

De la terre à l'assiette : Le Bénin défend ses semences paysannes

Une diversité de voix s'est levée ce vendredi 26 juillet 2024, au siège du CEVASTE, pour discuter de l'avenir agroécologique

du Bénin. L'événement, rassemblant pasteurs, musulmans, chefs coutumiers, acteurs agricoles, avait pour objectif d'influencer les politiques en matière de souveraineté alimentaire, de résilience communautaire et de régénération de la diversité bioculturelle en Afrique.



Photo d'ensemble

L'importance de la rencontre est de permettre aux organisations de s'exprimer sur la situation du Bénin en matière d'importation de semences et d'engrais chimiques, ainsi que sur la décision gouvernementale de créer une entreprise nationale des semences, explique Daniel Jean Edwens, chargé de projet au CEVASTE.

Pour Dah Atawé Akoyi Oussou Lio, Président de GRABE Bénin ONG et membre de l'ABN, les semences constituent la santé de l'Homme, son histoire, sa culture et sa suivie. Il n'a pas manqué de mettre en lumière l'importance de la souveraineté alimentaire liée aux semences. Il a évoqué les questions de santé, le transfert de connaissances et les rituels traditionnels entourant les semences. Dah Akowé a également alerté sur les dangers des semences génétiquement modifiées, soulignant les richesses culturelles et historiques que chaque semence porte en elle.

Au cours de cette séance, et parlant de la récente décision du gouvernement de créer une société des semences et Plants,

l'activiste pour la Nature et membre de la FAEB et du réseau Jinunkun Patrice Sagbo a exprimé la ferme position de la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB). En effet, il s'agit d'une désapprobation catégorique. L'activiste a rappelé que les semences paysannes, bien que perçues comme non performantes par les autorités, ont nourri des générations pendant des millénaires. Selon lui, le véritable problème réside dans les pratiques actuelles entourant les semences, notamment l'importation d'intrants chimiques. Patrice Sagbo a plaidé pour une valorisation des semences paysannes pour renforcer le système alimentaire du Bénin.

Une réalité à laquelle s'accordent toutes les parties prenantes à cette rencontre. Fagnon Issac, pasteur et fondateur du Ministère Église Missionnaire Évangélique la Lumière des Nations, a déclaré : *« Comme le Dieu tout Puissant nous recommande d'aller évangéliser pour que les âmes soient sauvées, je sensibiliserai à la suite de cette séance mes fidèles sur les pratiques et les enseignements que j'ai découverts ici au CEVASTE. »*

Le chef religieux, Hounon Agbovode Mandje Agbogni, à l'Etat civile, Dossou-Yovo Aubin, a également pris l'engagement de partager les connaissances acquises à l'endroit de ses communautés à la base afin de préserver les semences paysannes.

Il est impératif de revenir aux anciennes pratiques agricole c'est ce que préconise la jeune entrepreneure agricole, Clarisse Adansi, qui a vu ses connaissances actualisées au cours de cette séance débat.

La rencontre a pris fin sur le plaidoyer du Père Jah qui a, souligné l'importance de revenir aux principes de l'agroécologie en multipliant et partageant les semences, afin d'aller de l'autonomie à la suffisance alimentaire puis de la suffisance alimentaire à la souveraineté alimentaire.

Il a rappelé l'ordre divin de cultiver et de préserver la fertilité de la terre, invitant chacun à bâtir une nouvelle création sans les vicissitudes des engrais chimiques, mais plutôt un pays prospère où coulent le lait et le miel, grâce à un retour aux traditions.

Cette séance d'échange et de débat marque un grand pas vers une prise de conscience collective et une action concertée des acteurs à divers niveaux pour la préservation des semences paysannes. Elle fait renaître un espoir : celui de voir la terre béninoise prospérer grâce à ses propres richesses naturelles et culturelles.

Rappelons que cette activité organisée par le *Centre d'Expérimentation et de Valorisation de l'Agro écologie des Sciences et Techniques Endogènes (CEVASTE)* avec la Fédération AgroEcologique du Bénin (FAEB) est soutenue par l'African Biodiversity Network (ABN) et Brot für die Welt. Une pensée particulière a été adressée à la Feue Mère Jah.

Megan Valère SOSSOU

**Soutenance de thèse à
l'université de Parakou : Le
journaliste Ernest Agbota
décroche un doctorat en
Sociologie des Ressources**

Naturelles

Le cercle des docteurs de l'université de Parakou s'élargit. Ce jeudi 25 juillet 2024, l'École Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau de l'université de Parakou a enregistré un nouveau docteur parmi ses étudiants. Ernest Agbota, puisqu'il s'agit de lui, a soutenu sa thèse de doctorat sur le thème « Accessibilité des informations et services agro météorologiques aux producteurs périurbains de vivriers à Parakou ».



Ernest Agbota

L'objectif, selon l'impétrant, est d'analyser les modes d'accessibilité des producteurs périurbains de vivriers aux informations et services agro météorologiques, afin de proposer aux acteurs impliqués des mesures pour une meilleure

diffusion et accessibilité des informations et des services agro météorologiques, indispensables à la résilience des producteurs face au changement climatique. Pendant plus de trois heures, Ernest Agbota a brillamment défendu sa thèse sous le regard critique et admiratif d'un jury composé de six éminents professeurs dont deux étaient en ligne.

Il s'agit de Jean Bosco Kpatindé VODOUNOU, Président du jury, Professeur Titulaire à l'université de Parakou, de Julien Comlan HADONOU, Directeur de thèse, Maître de Conférences à l'université de Parakou, de Yvette Doubogan ONIBON, Examinatrice, Professeure Titulaire à l'université de Parakou, de Charles Lambert BABADJIDE, Examineur, Professeur Titulaire à l'université d'Abomey-Calavi, de Tatongueba SOUSSOU, Examineur, Maître de Conférences à l'université de Kara au Togo, et de Rodrigue Sèdjrofidé MONTCHO, Examineur, Maître de Conférences à l'université de Parakou.

Pour le professeur Tatongueba SOUSSOU, examinateur venu de l'université de Kara au Togo, l'impétrant a obtenu des résultats satisfaisants, reposant sur une méthodologie adéquate. Sur la base de la qualité de la présentation, de la pertinence du sujet traité et des résultats de recherche jugés très satisfaisants, le jury présidé par le professeur Jean Bosco Vodounou a décerné à l'impétrant la mention « très honorable ». Une délibération qui a fortement réjoui les parents et amis d'Ernest Agbota, venus nombreux soutenir le désormais docteur en Sociologie des Ressources Naturelles.

Pour Ernest Agbota, c'est le couronnement de plusieurs années de recherche sur un sujet très préoccupant pour les producteurs agricoles, surtout dans le contexte actuel du changement climatique. À l'en croire, l'agriculture urbaine et périurbaine n'est pas souvent prise en compte dans les politiques de développement agricole, et donc les producteurs des milieux urbains ne sont pas suffisamment accompagnés par les services compétents en matière d'informations et de services agro météorologiques.

Il souligne que les savoirs écologiques endogènes, qui autrefois permettaient aux agriculteurs de s'adapter aux aléas climatiques, sont en voie de disparition alors que les services fournis par la météo moderne ne couvrent pas suffisamment les besoins réels des producteurs. Toutes ces choses rendent vulnérables les agriculteurs face à la crise climatique.

« Cette thèse se positionne donc comme une orientation pour les politiques visant à améliorer l'accès des producteurs aux informations et services agro météorologiques, indispensables pour une résilience efficace du secteur agricole face au changement climatique », a-t-il clamé. En perspective, le journaliste envisage de poursuivre ses recherches sur les enjeux de l'agriculture de précision au Nord Bénin.

Faut-il le préciser, la thèse soutenue par Ernest Agbota a été dirigée par le professeur Julien Comlan Hadonou, Maître de Conférences des universités du CAMES.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Climate Clock Bénin : les jeunes béninois donnent de la voix pour l'énergie renouvelable à la Climate Emergency Day 2024

Le 20 juillet 2024, l'amphithéâtre Fakambi de l'université d'Abomey-Calavi a accueilli plus d'une cinquantaine de jeunes

passionnés pour la Climate Emergency Day 2024, organisée par Climate Clock Bénin. De 13h à 18h, l'événement a rassemblé des participants, des partenaires et des invités, tous animés par une réflexion profonde sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».



En lançant officiellement la conférence, Crispus Dandaho, membre de l'équipe de Climate Clock Bénin, a souhaité la bienvenue aux participants rappelant la nécessité d'échanger pour trouver des solutions à la crise climatique. Son intervention a été suivie de celle de Issiba Koba, représentante du Directeur Général pour l'Environnement et le Climat. Son exposé a mis en lumière les besoins et priorités du Bénin en matière d'énergies renouvelables. Issiba Koba a souligné l'importance des divers instruments politiques pouvant servir de cadre aux actions environnementales des jeunes. Elle a également mis en avant les nombreux mécanismes de financement disponibles pour soutenir les initiatives vertes portées par les jeunes.

Un panel de discussion, composé principalement de jeunes

leaders d'organisations et d'associations œuvrant pour la justice climatique a servi de cadre pour les échanges sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».

Ghislain Mahouton, adjoint responsable du bureau d'organisation, a apporté des précisions importantes sur l'impact des énergies fossiles. « D'après les Nations-Unis, les énergies fossiles représentent 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des émissions de dioxyde de carbone qui retiennent la chaleur du soleil », a-t-il informé. Il a ajouté : « Il est temps d'arrêter les énergies fossiles et de financer notre avenir. »

Pour illustrer cette transition, l'équipe de Climate Clock propose des solutions concrètes telles qu'une transition juste vers 100% d'énergies renouvelables, le financement du climat, la protection des terres indigènes, l'atteinte de la parité de genre, et le désinvestissement des énergies fossiles.

Cette journée mémorable a été clôturée par une marche pour la justice climatique qui a rassemblé de nombreux jeunes, renforçant leur engagement pour la cause. Cette mobilisation des jeunes béninois lors de Climate Emergency Day 2024 montre une détermination sans faille à faire entendre leur voix pour la justice climatique.

Josué Mahugnon TCHAGNONSI

Gestion de l'Aire Marine de Donaten: RAMPA0 dote Nature

Tropicale ONG de matériels et équipements pour sauver les espèces menacées au Bénin

Le vendredi 19 juillet 2024, le Centre d'Éducation Environnementale et du Développement Durable (CEEDD) de Tokplégbé, connu sous le nom de Village des Tortues Marines, a abrité une cérémonie particulière de remise de matériels et équipements essentiels à Nature Tropicale ONG. Une cérémonie présidée par Dr. Ir. Ogoudje Isidore AMAHOUE, Coordinateur Technique Régional de RAMPAO. Un acte qui marque une grande avancée dans les efforts pour protéger les espèces marines menacées au Bénin.



Dotation en matériels et équipements

Le projet, financé par le FFEM et orchestré par RAMPAO pour l'année 2024, vise à renforcer les capacités des communautés locales et à assurer un suivi bioécologique rigoureux des écosystèmes marins et côtiers. Ce projet, intitulé «

Renforcement des capacités des communautés locales et suivi bioécologique des écosystèmes marins et côtiers pour la gestion durable de l'Aire Marine Protégée de Donaten au Bénin », est prévu pour s'étendre de mars à octobre 2024.

Une Cérémonie Chargée d'Emotion et d'Espoir

La cérémonie, empreinte de solennité, a vu la participation de nombreux acteurs clés. Les écogardes, les agents assermentés de l'État, dont la Brigade de Protection du Littoral et de Lutte anti-Pollution (BPLP), la Brigade de Protection des Écosystèmes Marins et Côtiers (BPEMC) et la Police Fluviale, ainsi que les femmes partenaires du centre, ont tous répondu présents. Le Dr. Ir. Isidore AMAHOUE a officiellement remis les équipements comprenant 10 téléphones portables Android, une moto performante pour les patrouilles, 5 gilets de sauvetage et 10 imperméables à Nature Tropicale ONG.

Ces équipements sont destinés à améliorer les opérations de suivi et de surveillance au sein de l'Aire Marine Protégée (AMP) de Donaten. Ils joueront un rôle vital dans la collecte des données, la documentation et la protection des espèces menacées.

Des Efforts Conjoints pour une Protection Durable

Les jours à venir verront l'organisation de missions de suivi bioécologique conjointes. Ces missions mobiliseront les écogardes, la BPLP, la BPEMC et la Police Fluviale dans une synergie sans précédent pour une protection efficace et durable de l'AMP de Donaten.

Le soutien de RAMP AO ne s'arrête pas là. En collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF), RAMP AO appuie le Gouvernement du Bénin dans l'étude diagnostique de l'AMP de Donaten. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'élaboration d'un plan d'aménagement et de gestion de cette aire marine, essentielle pour la sauvegarde des écosystèmes marins et côtiers du Bénin.

Cette cérémonie marque un tournant dans les efforts de conservation au Bénin, symbolisant l'engagement continu de RAMPAO et de Nature Tropicale ONG pour un avenir où les espèces marines menacées pourront prospérer dans un environnement protégé et durable.

Megan Valère SOSSOU

Nigéria – Cameroun: la préservation du plateau du Mont Mandara au cœur d'un atelier à Abuja

La capitale nigériane, Abuja, a abrité du 8 au 10 juillet 2024 l'atelier régional de validation des résultats de l'étude sur la plateforme fonctionnelle des écosystèmes du plateau du Mont Mandara. À la fin de cette rencontre, des recommandations pertinentes ont été formulées pour une meilleure gestion de cet écosystème partagé entre le Nigeria et le Cameroun.



M. Adeyinka Adenopo, directeur de la planification des ressources en eau et des services d'appui technique du ministère en charge de l'eau de la République fédérale du Nigeria, a participé activement à cet atelier. À pas feutrés, le Projet NB-ITTAS travaille pour améliorer la gestion, la gouvernance et la conservation des ressources naturelles du Bassin du Niger et du système aquifère d'Iullemeden – Taoudéni/Tanezrouft. L'atelier régional de validation des résultats de l'étude sur la plateforme fonctionnelle des écosystèmes du plateau du Mont Mandara en est une belle illustration.

Au cours des trois jours de cet atelier, les participants ont apprécié, grâce à une série de communications, les documents portant sur le projet pilote, le programme de renforcement des capacités et le système de surveillance des écosystèmes du plateau du Mont Mandara. Les travaux de groupe qui ont succédé aux communications ont permis aux participants d'enrichir ces

différents documents en tenant compte de deux aspects : le budget disponible pour la mise en œuvre des activités retenues et leur délai d'exécution, qui doit s'arrimer à la période restante pour la mise en œuvre du projet NB-ITTAS. Sur ces deux fondements, les participants ont identifié les activités les plus pertinentes du projet pilote de démonstration à exécuter dans le délai imparti par le projet.

L'atelier s'est aussi penché sur le programme de renforcement des capacités organisationnelles et techniques des bénéficiaires du projet pour sa mise en œuvre efficace. Le mécanisme du système de surveillance conjointe en appui aux structures de gouvernance a également été discuté. Il s'agissait d'identifier les indicateurs prioritaires et communs de surveillance des écosystèmes du plateau du Mont Mandara au Cameroun et au Nigeria.

Les recommandations formulées

À l'endroit de toutes les parties prenantes :

- Veiller à remplir le mandat en exécutant le projet dans les délais impartis. En cas de non-respect des délais d'ici la fin de l'année, inviter les bailleurs à accorder une rallonge de temps pour la fin du projet.

À l'endroit de l'ABN/NB-ITTAS :

- Développer un module de renforcement des capacités des acteurs sur le modèle/protocole de collecte et de traitement des données liées aux indicateurs retenus.

- Définir clairement le mécanisme de mise à disposition des fonds pour la réalisation des activités sur le terrain.

À l'endroit du Consultant :

- Intégrer un cadre solide de suivi et d'évaluation incluant à la fois des métriques quantitatives et qualitatives dans le mécanisme de surveillance conjointe des Monts Mandara.

- Consacrer une partie du contexte et de la justification pour souligner l'aspect de l'insécurité dans les Monts Mandara.
- Ajouter des indicateurs relatifs à la gestion des conflits, au renforcement des capacités institutionnelles et à la santé environnementale.

À l'endroit des États :

- Adopter de commun accord un protocole harmonisé de collecte des données et de traitement des indicateurs de surveillance conjointe.
- Renforcer les mesures de lutte anti-braconnage.
- Harmoniser les textes juridiques entre le Cameroun et le Nigeria pour une meilleure surveillance.
- Poursuivre la mise en œuvre des projets pilotes avec les mêmes ONG ayant donné satisfaction au regard des expériences de terrain déjà acquises.

Cet atelier représente une étape cruciale pour renforcer la collaboration et la gouvernance environnementale dans la région, en intégrant des technologies innovantes et en développant des capacités locales pour une gestion durable des ressources naturelles.

Cellule communication Projet NB-ITTAS

Les Zemidjan du parc Camp Marié de Cotonou s'engagent

contre la pollution plastique

Au petit matin du samedi 13 Juillet 2024, le parc Camp Marié de Cotonou a réuni zémidjan et jeunes épris de la protection de l'environnement pour une scène peu commune mais inspirante. En effet, les zemidjan, célèbres conducteurs de motos-taxis de la ville, se sont mobilisés pour une cause écologique dans le cadre du projet Kèkènon Ekolo. Cette initiative vise à lutter contre la pollution plastique et à sensibiliser la population à l'importance de préserver notre environnement.



Les zemidjan, reconnaissables à leurs vestes jaunes, étaient munis de gants et de sacs-poubelles, arpentant les rues et les espaces verts pour ramasser les déchets plastiques. Leurs efforts ont permis de débarrasser les zones ciblées de nombreux déchets, envoyant un message fort sur l'importance de maintenir notre environnement propre.

Sensibilisation des riverains et ramassage de déchets plastiques avec les Zemidjan

Outre le ramassage des déchets, les zemidjan ont également donné de la voix pour la sensibilisation des populations environnantes. À chaque arrêt, ils informaient les passants sur les dangers de la pollution plastique et les encourageaient à adopter des comportements plus responsables.

« Voir les zemidjan ramasser les déchets et sensibiliser les populations était formidable et transmet un message fort », a déclaré Anas Seko, le responsables du projet. « Cela montre que chacun, à son niveau, peut contribuer à la protection de notre environnement. »

Distribution de poubelles portatives aux Zemidjan

En plus des actions de ramassage et de sensibilisation, des poubelles portatives ont été distribuées aux zemidjan. Désormais, ces petites poubelles seront à disposition des conducteurs de motos-taxis dans toute la ville de Cotonou. Cette initiative vise à éviter que les déchets plastiques ne se retrouvent dans la nature durant l'exercice de leur métier et à sensibiliser leurs clients.

Pour rappel, le projet Kèkènon Ekolo depuis son lancement officiel le 13 avril 2024, ambitionne de faire des zemidjan des ambassadeurs du message écologique. Le projet Kèkènon Ekolo ne s'arrête pas là. Les organisateurs ont prévu des actions régulières pour maintenir cette dynamique et étendre la sensibilisation à d'autres quartiers de la ville. Les zemidjan sont déterminés à continuer leur mission d'écocitoyens et à inspirer d'autres initiatives similaires.

Megan Valère SOSSOU

Projet Benkadi : L'ODDB renforce les capacités des acteurs communaux de Za-Kpota et de Ouinhi

Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du projet Benkadi-Bénin, l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB ONG) a organisé des ateliers de renforcement de capacité pour les acteurs communaux, notamment ceux du secteur privé, à Za-Kpota et à Ouinhi ce jeudi 11 juillet 2024. Ces ateliers visaient à renforcer les capacités des acteurs sur les stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, le lobbying et le plaidoyer.



Vue d'ensemble des participants à Za-Kpota

Ces ateliers ont connu la participation de diverses parties prenantes, incluant des associations d'agricultrices, des associations de pêcheurs, des entreprises agroalimentaires,

des ONG, des représentants des points focaux de la PASCiB, et des mairies. Selon Alfred OGA de l'ODDB ONG, il s'agit d'améliorer les connaissances des participants sur les stratégies d'Adaptation Basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, ainsi que le lobbying et le plaidoyer.



André Sanhouekoa, le Responsable de la Planification du Développement Local de la mairie de Za-Kpota et Alfred OGA de l'ODDB ONG

En renforçant leurs capacités dans ces domaines, les acteurs locaux seront mieux équipés pour adopter des actions résilientes face aux effets du changement climatique. « Les actions d'adaptation aux changements climatiques ne sont pas de la responsabilité d'une seule personne, » a souligné André Sanhouekoa, le Responsable de la Planification du Développement Local de la mairie de Za-Kpota, mettant en avant l'importance de l'effort collectif.

Au cours des ateliers, les communications ont couvert les stratégies AbE avec un focus sur les écosystèmes forestiers et aquatiques, et les mesures de Gestion Durable des Terres. La

gouvernance participative a été abordée avec l'accent sur les processus décisionnels inclusifs et collaboratifs. Les techniques de lobbying et de plaidoyer ont été expliquées pour permettre aux participants de défendre efficacement leurs intérêts auprès des autorités et des décideurs.

Les participants ont exprimé leur satisfaction et se sont engagés à appliquer les connaissances acquises. *« Nous avons appris les bonnes pratiques pour protéger notre écosystème. Je vais partager ces connaissances avec mon entourage. Cette formation me permet de savoir comment aborder et soumettre des problèmes de la société aux autorités. Avant, j'avais des difficultés à faire un plaidoyer. J'ai compris que c'est tout un processus qui permet d'aboutir aux résultats escomptés »*, a confié Napoléon Ahohignon, promoteur d'une ferme agricole.

Pour Valerie Djaglossou représentante des femmes maraîchères de Za-Kpota, cette formation répond parfaitement à ses besoins. Elle explique : *« J'ai appris avec mes collègues des bonnes pratiques en matière de stratégies AbE. »*

Saka Séraphin, Président de l'association communale des pêcheurs de la commune de Ouinhi, sait désormais les bonnes pratiques en matière de pêche. *« J'ai appris les pratiques à suivre pour ne pas affecter nos cours d'eau et ses ressources. C'est un privilège pour moi d'aller porter ces pratiques à mes collègues pêcheurs »*.

Le principal enseignement que retient Claudette AGHUIA, Maraîchère à Ouinhi en participant à l'atelier de Ouinhi, est qu'il faut concerter les forces pour lutter efficacement contre les changements climatiques au sein des communautés.

En définitive, les ateliers de renforcement de capacités ont permis aux différents acteurs réunis à Za-Kpota et à Ouinhi de sortir mieux aguerris pour affronter les défis climatiques grâce au projet Benkadi à travers l'ODDB ONG.

Megan Valère SOSSOU

L'ONG JVE Bénin partage de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques avec les jeunes à Athiémè et à Grand-Popo

Les 26 juin et 2 juillet 2024, l'ONG JVE Bénin a organisé des conférences thématiques publiques à Athiémè et Grand-Popo dans le cadre du programme BENKADI. Ces événements visaient à sensibiliser les communautés locales aux bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les jeunes.



*Photo de famille conférence thématique Athiémè
À Athiémè, la conférence a réuni 70 participants, dont 26*

jeunes et 22 femmes. Les panélistes, BAWA Amadou (point focal PASCIB), TOFFA Marie (trésorière de l'UCCPMA), et AIKPE Chantal (vice-présidente du comité de pilotage des initiatives de la plateforme multi-acteurs), modérés par SOUROU Christophe, ont partagé des exemples concrets de bonnes pratiques d'adaptation et discuté des défis et des impacts positifs sur les communautés locales.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont permis d'explorer les leçons apprises et de proposer des améliorations aux pratiques existantes.

La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite. Les échanges ont porté sur la possibilité d'adapter ces pratiques à d'autres contextes, élargissant ainsi leur impact potentiel.

Pour BAWA Amadou, panéliste à Athiémè, « Les discussions et les échanges ont été très enrichissants. Les recommandations partagées aujourd'hui aideront nos communautés à mieux s'adapter aux défis climatiques. »

DJIHOKIN Victorine, bénéficiaire à Athiémè : « Les informations et les bonnes pratiques présentées m'ont donné des idées pratiques pour améliorer la résilience de ma communauté. »

À Grand-Popo, dans l'arrondissement de Djanglanmey, la conférence a attiré 55 participants, dont 35 jeunes et 15 femmes. Le panel, composé d'AVOSSE Barnabé (Chef d'arrondissement d'Adjaha), TOUMATOU Benjamin (représentant du Chef d'arrondissement Gbéhoué), et DEGBEFFANA Constantine (sociologue), sous la modération de KPATCHA Richard Chef d'arrondissement de Djanglanmey, a discuté des bonnes

pratiques d'adaptation, leurs impacts, et les défis rencontrés.

KPATCHA Richard, en tant que chef d'arrondissement et modérateur de la conférence, a joué un rôle crucial dans la dynamique de la session à Djanglanmey. Il a facilité les discussions interactives qui ont permis de mettre en lumière les meilleures pratiques d'adaptation et d'inspirer les jeunes participants à s'impliquer activement dans la protection de leur environnement.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques d'adaptation tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont offert une exploration des leçons apprises et des propositions d'amélioration des pratiques existantes. La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite.

« La mobilisation des jeunes et des femmes à cette conférence est un signe positif que notre communauté est prête à adopter des mesures durables pour faire face aux changements climatiques. » a déclaré KPATCHA Richard, modérateur à Grand-Popo.

Quant à ASSOGBA Edith, participante à Grand-Popo : La conférence l'a permis de découvrir les actions concrètes qu'elle peut entreprendre pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Rappelons que les conférences ont renforcé les capacités locales des jeunes en les fournissant des outils concrets pour faire face aux défis climatiques.

Dialogue sur la gouvernance environnementale et climatique : Les parlementaires s'engagent avec Benkadi

Du 3 au 4 juillet 2024, s'est tenu à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo un dialogue politique entre le Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable et le projet Benkadi au Bénin. Au terme des échanges, l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, au nom du réseau, Monsieur Ernest Comlan Pédro, Secrétaire Permanent de la PASCiB, et Monsieur Juriph Tokpo, Conseiller Technique et Juridique du MCVT, ont signé le communiqué final sanctionnant les travaux et précisant l'engagement total des parlementaires à accompagner le projet Benkadi pour une meilleure gouvernance environnementale et climatique au Bénin.



Vue d'ensemble

« Les députés membres du réseau des parlementaires sur les questions de climat et d'assainissement, à travers le présent communiqué final, expriment leur total appui à la PASCiB et au projet Benkadi pour que les politiques publiques soient inclusives et mises en œuvre pour le renforcement de la résilience des populations vulnérables aux changements climatiques en République du Bénin. » Telle est la conclusion du communiqué final ayant sanctionné les travaux.

Les parlementaires, après avoir écouté les communications sur les forces et faiblesses du cadre juridique en matière d'environnement et de changement climatique au Bénin, ont remercié la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) pour le travail accompli à travers le projet Benkadi.

Les députés ont constaté que les communautés continuent de subir les affres du changement climatique, qui se traduisent par les inondations, la déforestation, l'érosion côtière et les variations climatiques extrêmes, avec des répercussions directes sur nos écosystèmes, notre agriculture, notre économie et le bien-être de nos populations.

Ils se sont félicités de l'engagement de la PASCiB pour un dialogue constructif avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur les politiques macro-économiques et sectorielles orientées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Ils ont ensuite exprimé leur engagement à contribuer à toute amélioration du cadre juridique et réglementaire en lien avec les changements climatiques et à toute action de sensibilisation et d'implication des communautés pour l'amélioration de leur résilience.

L'atelier a été présidé par l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, député à l'Assemblée Nationale et Vice-Coordonnateur du Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable. Il a insisté sur l'entière disponibilité du Parlement à accompagner le projet Benkadi pour améliorer les textes en vigueur.



De gauche à droite, le DC/ Maep, le député et le Secrétaire Permanent de la PASCiB à l'ouverture

Pour le Secrétaire Permanent de la PASCiB, Dr. Ernest Comlan PEDRO, la présence massive des députés au dialogue témoigne de l'engagement partagé à relever l'un des défis les plus pressants de notre époque : la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. Il a rappelé que les textes les plus importants adoptés ou ratifiés par le Bénin n'ont pas toujours reconnu expressément et de façon explicite l'implication active de la société civile, encore moins celle des couches vulnérables.

C'est pourquoi le dialogue revêt une importance capitale pour notre pays afin de préserver notre riche patrimoine naturel, mais aussi pour garantir un avenir durable pour les générations futures. Dr. Pedro a remercié chaleureusement chacun des participants pour leur engagement et leur

participation active à un dialogue fructueux. Il n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude aux partenaires : Woord an Daad et le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas (MOFA), pour leur appui technique et financier.

Le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, associé à l'événement, Monsieur Aguêmon Dossa, a remercié les parlementaires pour leur présence malgré leurs multiples préoccupations. Pour lui, le Bénin, comme tous les pays de la planète, est confronté à des défis environnementaux et climatiques sans précédent. En tant que pays à vocation agricole, nous ressentons particulièrement les impacts de ces changements sur nos productions, nos rendements et nos moyens de subsistance.

Il est donc impératif que tous les décideurs politiques et responsables publics adoptent une approche proactive et collaborative pour renforcer la gouvernance environnementale. Cela passe par des politiques audacieuses, des réglementations claires et une mise en œuvre rigoureuse des mesures de protection de notre environnement. Ce dialogue avec les parlementaires est crucial, leur rôle législatif et de contrôle étant déterminant pour la réussite de notre mission commune, a déclaré le Directeur de Cabinet.

Il a souhaité que les lacunes et les opportunités dans nos cadres législatifs et réglementaires soient identifiées et les capacités institutionnelles renforcées pour une mise en œuvre efficace des politiques environnementales afin de promouvoir la participation active des communautés locales dans la gestion de l'environnement.

Ensemble, nous devons construire un avenir où notre environnement est protégé, où notre agriculture est résiliente face aux aléas climatiques et où nos citoyens peuvent vivre en harmonie avec la nature, a conclu Monsieur Aguêmon Dossa.

Cell com / Benkadi

Journée mondiale de la population: Du Recensement au Développement

La célébration ce 11 juillet 2024 de la Journée mondiale de la population est l'occasion de mettre en lumière ces efforts. C'est parce que chaque personne compte et que chaque individu du globe doit jouir de ses droits humains et atteindre son plein potentiel que la Journée mondiale de la population doit interpeller sur la nécessité de mettre en place des systèmes de données reflétant fidèlement la diversité humaine.



Cette journée mondiale constitue également une occasion de célébrer les progrès en matière d'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, à la faveur notamment d'une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais auparavant, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, pour instaurer et cultiver la paix et la prospérité, pour que l'espoir brille d'une lumière plus intense, il importe de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné à cette occasion la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, Natalia Kanem.

Dans une déclaration à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

De nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité au sein de nos sociétés, a-t-elle fait remarquer, notant, à titre d'exemple, que les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leur questionnaire de recensement.

La prospérité d'une population repose inévitablement sur une identification précise de ses besoins et attentes. Partout dans le monde, des efforts considérables sont déployés pour améliorer continuellement la collecte et l'analyse des données démographiques.

La célébration de la Journée mondiale de la population, qui a eu lieu ce jeudi, met en lumière ces efforts. Chaque personne compte, et chaque individu doit jouir de ses droits humains et atteindre son plein potentiel. La Journée mondiale de la population rappelle l'importance de mettre en place des systèmes de données qui reflètent fidèlement la diversité humaine.

Cette journée est également une occasion de célébrer les

progrès réalisés dans l'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, grâce à une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, instaurer et cultiver la paix et la prospérité, et faire briller l'espoir d'une lumière plus intense, il est essentiel de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, à cette occasion.

Dans une déclaration pour la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

Elle a souligné que les nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité de nos sociétés. À titre d'exemple, les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leurs questionnaires de recensement. Au Bénin, « En une trentaine d'années, la population du Bénin a enregistré une tendance plus que galopante. Elle a triplé, passant de 3,3 millions d'habitants en 1979 à plus de 10 millions habitants en 2013 soit un taux d'augmentation de plus de 200% sur la période. Si la dynamique démographique actuelle reste maintenue, notre population pourrait doubler d'ici 2050. Ceci n'est pas forcément une mauvaise chose. C'est l'assurance que l'identité du Bénin, celle pour laquelle le Gouvernement travaille depuis 2016, va se consolider et se transmettre de génération en génération », a déclaré le Ministre du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, Abdoulaye Bio Tchane.

Adaptation aux changements climatiques : Les Femmes et Les Jeunes d'Athiémè et de Grand-Popo sensibilisés

Dans le cadre du programme BENKADI, l'ONG JVE Bénin a orchestré les 13 et 14 juin 2024 des ateliers à Athiémè et Grand-Popo. Ces ateliers avaient pour objectif de renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture et miniers. Les thématiques clés abordées étaient le maraîchage écologique, la production de compost à partir de produits locaux et l'exploitation de sable lagunaire, le tout dans le contexte des défis posés par les changements climatiques.



Fabrication de compost

À Athiémè, une trentaine de participants, ont bénéficié de cet atelier. Dans un premier temps, les participants ont eu l'opportunité de visiter un site d'exploitation de sable lagunaire. Cette visite a permis aux participants non seulement d'observer les pratiques d'exploitation et de comprendre l'importance des mesures de restauration écologique mais aussi de se familiariser avec les réglementations environnementales. *« La visite nous a ouvert les yeux sur les impacts environnementaux de l'exploitation du sable. Nous avons appris comment minimiser ces impacts tout en respectant les réglementations en vigueur. »* a témoigné ADANKANHOUNDE Agath.

Dans un second temps, l'accent a été mis sur le maraîchage écologique et la production de compost à partir de la jacinthe d'eau, une plante invasive du lac Djetoè. 18 participantes, principalement des femmes et des jeunes filles, ont acquis des

compétences précieuses pour optimiser la fertilisation de leurs cultures maraîchères de manière durable. KOKOU Huguette est l'une des participantes, elle a est satisfaite : « *Cette formation m'a appris à transformer une menace environnementale en une ressource précieuse pour nos cultures. C'est une véritable révolution pour notre communauté.* »

À Grand-Popo, bien que la visite de site d'exploitation de sable n'ait pas été possible, la formation sur le maraîchage écologique et la production de compost a été reproduite avec succès. Elle a mobilisé 30 femmes et jeunes filles, issues d'associations locales. Elles ont toutes participé activement aux sessions de formation, démontrant leur engagement à adopter des pratiques agricoles durables. C'est le cas de DAVITO Rachelle. Elle témoigne : « *Ces ateliers nous ont permis d'acquérir des compétences essentielles pour améliorer nos pratiques agricoles tout en respectant l'environnement. Nous sommes prêtes à appliquer ces nouvelles méthodes dans nos communautés.* »

Retenons que, ces ateliers conduits par l'ONG JVE Bénin à travers le programme BENKADI, ont atteint leur objectif en renforçant les capacités des participants dans les domaines clés de l'agriculture et des mines. Les compétences pratiques acquises sur l'exploitation de sable lagunaire, le maraîchage écologique et la production de compost à base de produits locaux sont essentielles pour favoriser la durabilité des pratiques agricoles et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse prépare la digitalisation de ses services

Du mercredi 03 au vendredi 05 juillet 2024, s'est tenu à JECO Hôtel de Dassa-Zoumè, un atelier préparatoire à la digitalisation des services fournis par la Direction générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC). Organisé conjointement par la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT) et la DGEFC, avec l'appui d'ENABEL à travers le Programme d'appui au secteur (para) portuaire (PASPort), cet atelier s'inscrit dans le cadre du vaste programme de dématérialisation des actes et services aux usagers initié par le Gouvernement du Bénin.



Echange en plénière

L'objectif de cet atelier est de recenser tous les services offerts par la DGEFC aux usagers, de les inscrire sur le Catalogue des Solutions Interopérables (CatIS) et d'établir la liste des services prioritaires à digitaliser selon un plan d'action bien précis pour le sous-secteur des eaux, forêts et chasse. Ce processus vise à rationaliser les procédures de traitement des dossiers dans les services publics de l'État et à rendre l'information plus accessible aux usagers. En dehors du Directeur Général et de son Cabinet, toutes les Directions techniques et les Inspections forestières prennent part à cet atelier stratégique.

En l'absence du Conseiller technique aux Réformes, Monsieur Sévérin NSIA, et du Conseiller technique au Développement Durable, Monsieur Constant HOUNDENOU, tous deux empêchés à l'ouverture, il est revenu au Directeur des Systèmes d'Information de procéder au lancement des travaux de

l'atelier.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Abdou-Aziz SOBABE ALI TAHIROU, le DSI du MCVT, a exprimé sa gratitude envers le projet PASPort/Enabel pour son appui diversifié aux structures du MCVT, et en particulier pour son soutien dans cette initiative de dématérialisation des services de la DGEFC. Au-delà de l'organisation de cet atelier, le projet PASPort a marqué son accord pour le financement des e-Services à mettre en place au profit de la DGEFC.

Dans les prochains mois, ce sera le tour de la Direction des Affaires Portuaires, Maritimes et Fluvio-lagunaires (DAPMF) de bénéficier de ce même type d'appui. C'est le lieu de remercier le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable, Monsieur José TONATO dont les orientations sont à l'origine de la transformation digitale en cours au sein du MCVT.

Communication MCVT

Benkadi au Bénin: L'ONG JVE Bénin renforce les capacités des jeunes et des femmes de Grand-Popo et d'Athiémè

Les 11 et 12 juin 2024, les communes de Grand-Popo et d'Athiémè ont accueilli des ateliers de renforcement des capacités axés sur les stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), la gouvernance participative, le lobbying et le plaidoyer. Ces événements, organisés dans le cadre du

programme BENKADI par l'ONG JVE Bénin, ont rassemblé des acteurs clés, notamment du secteur privé, avec un accent particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes.

À Grand-Popo, l'atelier s'est tenu dans la salle de l'arrondissement, inauguré par Madame YEBE H. B. Cyrillia, secrétaire exécutive de la mairie. L'atelier a réuni 17 participants, dont 6 femmes (35%) et 11 jeunes (65%). Sous la direction de M. AVOCE Yves, les participants ont exploré des modules visant à maximiser l'utilisation durable des ressources naturelles. Les discussions ont été riches et fructueuses, avec des échanges d'idées et de solutions pour relever les défis climatiques locaux. Les travaux de groupes et les plénières ont permis de révéler des bonnes pratiques locales d'AbE et des propositions concrètes d'initiatives d'AbE à mettre en œuvre au niveau communal.

Pour marquer l'engagement des acteurs communaux formés pour la mise en œuvre et le suivi d'initiatives d'AbE au niveau communal, une Plateforme Locale Multi-Acteurs de soutien aux initiatives d'AbE (PLMA-AbE) a été mise en place, accompagnée d'une charte qui guidera les actions de la plateforme. Un comité de pilotage inclusif, intégrant femmes et jeunes, a également été créé pour coordonner et superviser les actions de la PLMA-AbE.

À Athiémè, l'atelier a eu lieu à l'arrondissement, réunissant 17 participants, dont 7 femmes (41%) et 13 jeunes (76%). Sous la direction de M. KAKPO Jules Mozert, les participants ont également exploré des modules pour une utilisation durable des ressources naturelles. Les échanges ont permis de partager des expériences et de développer des solutions adaptées aux réalités locales.

Une PLMA-AbE a également été mise en place à Athiémè avec une charte et un comité de pilotage inclusif pour superviser les initiatives.

Pour Émilienne AYATE l'une des participantes et trésorière du comité mis en place, l'atelier a permis de mieux comprendre les enjeux climatiques et de découvrir des stratégies efficaces pour y faire face. Tout comme Emilienne, Josué SOSSAMINOU, participant, affirme que : « Les sessions sur le lobbying et le plaidoyer étaient particulièrement instructives. Nous avons maintenant les outils nécessaires pour influencer positivement les politiques locales en faveur de l'environnement. »

A Athiémé, Chantal ÉliAIKPE, participante et nommée vice-présidente du comité de pilotage de la plateforme : « Cet atelier a été une opportunité unique pour nous de mieux comprendre et d'adopter des pratiques durables. La création de la plateforme nous permet désormais de coordonner nos actions et de suivre les progrès de manière structurée. »

Les ateliers ont renforcé les compétences des participants, et ont permis de jeter les bases d'une coopération durable dans la lutte contre les impacts du changement climatique.

Megan Valère SOSSOU

Stratégies AbE, gouvernance participative, lobbying et plaidoyer : Les acteurs privés formés à Malanville

et à Karimama

Les communes de Malanville et Karimama ont respectivement accueilli des ateliers de renforcement des capacités destinés aux acteurs privés les 28 et 30 mai 2024. Organisés par l'ONG SOS SAVANE, partenaire de mise en œuvre du programme BENKADI dans le département de l'Alibori, ces ateliers avaient pour objectif de renforcer et d'harmoniser les compétences des acteurs communaux, notamment ceux du secteur privé, autour des stratégies d'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), de la gouvernance participative, ainsi que du lobbying et du plaidoyer.

Ces sessions de formation ont réuni 50 participants, parmi lesquels 34 jeunes et 24 femmes, appartenant à dix associations locales. Les thèmes abordés ont permis de combler des lacunes de connaissances et de renforcer certaines pratiques endogènes des communautés locales.

À l'issue de ces ateliers, les résultats obtenus sont prometteurs. Les participants ont été encouragés à vulgariser les acquis pour favoriser un changement de pratiques collectif au niveau communautaire. Pour ceux rencontrés, les stratégies AbE constituent un excellent moyen d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Ils ont appris à organiser et à adresser des plaidoyers auprès des autorités compétentes afin d'inclure les stratégies AbE et d'autres mesures dans les politiques d'intervention.

Les participants ont également fait le point sur les notions acquises et certains ont exposé les actions qu'ils menaient déjà sur le terrain. Un rappel leur a été fait sur les causes et conséquences des changements climatiques sur la biodiversité, l'agriculture, les ressources en eau et le bien-être des communautés vulnérables. Tous se sont accordés sur la nécessité de s'adapter en se basant sur les écosystèmes dans divers secteurs d'activité tels que l'agriculture, l'élevage,

la foresterie, la pêche et la transformation.

Des stratégies AbE, proposées dans les Plans de Développement Communal 4, ont été présentées aux participants dans les domaines de la pêche, de la pisciculture, de l'élevage, de la foresterie et de l'agriculture. Rappelons que l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) est une stratégie qui s'appuie sur les solutions fondées sur la nature et sur les services écosystémiques pour faire face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Agroécologie au Bénin : 125 Jeunes et femmes formés par Youth Initiative for Land in Africa – Yilaa

Le 1er juillet 2024, le Centre IITA d'Abomey-Calavi a accueilli un atelier de formation, organisé par Youth Initiative for Land in Africa (Yilaa). Une initiative effective grâce à la collaboration avec la Climate and Clean Air Coalition (CCAC) du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEP). Elle vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques parmi les jeunes et les femmes au Bénin avec l'objectif de réduire les polluants de courte durée de vie dans la production du maïs et du riz.



Vue d'ensemble des participants

L'atelier a rassemblé 125 participants, constitués de jeunes agriculteurs et des femmes, désireux d'adopter des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Pour Innocent Antoine Houedji, coordonnateur de Yilaa, les jeunes et les femmes constituent une grosse opportunité pour le continent et en particulier pour le Bénin. C'est pourquoi soutient-il, cette formation offre des outils et des pratiques agricoles utiles afin de produire une agriculture respectant les normes agroécologiques.

Au menu de cette formation plusieurs sessions de formation axées sur l'enseignement et la démonstration de techniques agroécologiques adaptées aux cultures de maïs et de riz. Il s'est agi de la gestion intégrée des ravageurs, de l'utilisation efficace des ressources en eau et de l'amélioration de la fertilité des sols par des méthodes biologiques. Les participants ont bénéficié des conseils d'experts en agriculture durable, renforçant ainsi leurs compétences et leur capacité à appliquer ces pratiques dans

leurs propres exploitations.

L'initiative de Yilaa ne se limite pas à l'amélioration des rendements agricoles, mais vise également à réduire l'empreinte environnementale de l'agriculture au Bénin. En effet, en promouvant des pratiques telles que la rotation des cultures, le compostage et l'utilisation de semences résilientes, Yilaa cherche à établir un modèle agricole durable pour la région. « En adoptant les technologies agroécologiques, nous ne nous contentons pas de préserver notre environnement, mais nous posons les bases d'une agriculture durable. » a souligné, Edmonde Fonton, députée à l'Assemblée Nationale présente à l'événement.

Convaincus de l'impact concret de cette initiative, les participants se réjouissent et ont confié appliquer immédiatement les connaissances acquises.

Grâce à cette formation 125 jeunes et femmes ont vu leur capacité renforcé en matière d'agroécologie et économie circulaire. Yilaa et ses partenaires prévoient de continuer à soutenir l'engagement des jeunes et des femmes en fournissant un accompagnement continu et en élargissant l'accès aux pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : Des associations de femmes

outillées pour une agriculture durable par SOS SAVANE-ONG

Dans le cadre du programme BENKADI, le partenaire local de mise en œuvre SOS SAVANE-ONG avec l'appui de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB), a mené une série d'activités du 10 au 15 juin 2024 dans les communes de Karimama et Malanville, département de l'Alibori. Ces activités visaient à renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture (maraîchage écologique, production de compost à base de produit locaux) et miniers (exploitation de sable lagunaire) dans les communes de Karimama et de Malanville.

Les ateliers, organisés sur les sites de maraîchage des associations de femmes à Guéné, Karimama centre et Kargui, ont permis de combiner théorie et pratique pour une meilleure appropriation des techniques enseignées. Les femmes, cibles prioritaires de ces sessions, ont appris des méthodes de production de compost à base de produits locaux et des techniques de maraîchage écologique. Ces pratiques visent à augmenter les revenus des femmes tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles.

Des ateliers pratiques d'initiation aux biopesticides

Pour réduire l'usage des pesticides chimiques, les participantes ont été initiées à la production et à l'utilisation de biopesticides à base de feuilles de neem. Elles ont également partagé et enrichi ces connaissances avec des techniques locales, telles que l'utilisation de biopesticides à partir de cendre, de savon neutre Palmida, et de feuilles de papayer. Ces méthodes contribuent à la promotion d'un maraîchage respectueux de l'environnement.

Appui en micro-équipements aux associations de femmes

Pour soutenir la mise en œuvre des techniques de maraîchage écologique, SOS SAVANE-ONG, avec l'appui technique et financier du programme BENKADI, a distribué des micro-équipements aux associations de femmes. Ces équipements, comprenant arrosoirs, râteliers, pelles, houes, sarcleuses, coupe-coupes, et autres outils, faciliteront les activités agricoles des bénéficiaires.

Satisfaction des bénéficiaires

Les ateliers ont été accueillis avec enthousiasme par les participantes venues de diverses localités, notamment de Gorou-béri et Torozougou à Karimama, ainsi que de Guéné à Malanville. Aissatou BASSANDA de l'association Matcharassé à Kargui se réjouit des connaissances acquises au cours des séances de renforcement de capacités. Elle promet d'appliquer les techniques et de les répandre à sa communauté.

Afoussa Ousmane, membre de l'association Gorobani de la commune de Karimama, exprime sa gratitude envers tous les acteurs du programme BENKADI. Selon elle, ce programme a permis de découvrir de nouvelles stratégies d'adaptation aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux.

À l'instar d'Afoussa et d'Aissatou, toutes les femmes participantes reconnaissent que ces formations arrivent à point nommé, considérant les défis quotidiens qu'elles rencontrent dans le secteur agricole.

Au total, 30 femmes ont vu leurs compétences renforcées en matière de production et d'utilisation de compost et de biopesticides à partir de matières premières locales et accessibles.

Un pas vers l'adaptation basée sur les écosystèmes

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme BENKADI,

qui promeut l'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) comme moyen d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. L'approche AbE comprend la restauration de la productivité agricole, la biodiversité des sols, et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Avec ces initiatives, SOS SAVANE-ONG et le programme BENKADI espèrent contribuer à une agriculture plus durable et résiliente dans les communes de Karimama et Malanville, tout en améliorant les conditions de vie des femmes et des jeunes de ces régions.

Megan Valère SOSSOU